

Parlement européen : NON A LA DISCRIMINATION ÉLECTORALE

Guerre d'Asie et faillite d'un système

Par Jean-Marie DEMALDENT

LA Chine prétend « donner une leçon » en se livrant à une agression armée en territoire vietnamien. Il ne s'agit certainement pas d'une leçon de solidarité internationaliste prolétarienne. Pékin a subi un revers lors de l'effondrement du régime cambodgien de Pol Pot qu'il soutenait. Au moment où Deng Xiaoping relançait une grande politique à l'échelle mondiale, la crédibilité de la protection chinoise en Asie était atteinte. Aujourd'hui les Chinois veulent montrer qu'ils réagissent, qu'ils ne sont pas intimidés par le camp prosoviétique et que la protection de Moscou, elle, est illusoire.

Pékin n'a pas de visée territoriale au Vietnam et entend limiter son action. Le risque reste considérable. Les communiqués de victoire de Hanoï sont peut-être exagérés mais le silence de Pékin indique que l'opération militaire entreprise n'est pas un très grand succès. La Chine n'ira pas au-delà de ce qui obligerait l'U.R.S.S. à intervenir, puisqu'elle veut démontrer que le bouclier moscovitaire est un leurre. Mais depuis l'affaire du Cambodge, l'Asie est déstabilisée. L'irréparable est peut-être en train de s'accomplir. Une nouvelle guerre d'Asie, du fleuve Amour à la Thaïlande, aux formes variées allant de la guerre éclair aux incidents de frontière n'est-elle pas engagée pour une longue durée ? C'est ce que les Chinois laissent entendre lorsqu'ils répètent qu'une guerre avec les « nouveaux tsars » soviétiques est inévitable. Dès lors, chaque nation devra marcher au pas de l'oie et poursuivre une course ruineuse aux armements, source de dépendance.

LE Vietnam est en quelque sorte la Prusse du Sud-Est asiatique. Après la réunification hâtive des deux Vietnam au détriment du GRP, Hanoï poursuit un rêve ancestral : constituer sous sa domination une Fédération indochinoise avec le Laos et le Cambodge, par tous les moyens, y compris militaires. La Chine s'oppose depuis toujours à ce rêve. Elle n'avait pas hésité à indiquer sa détermination en annexant les Iles Paracels alors que la seconde guerre du Vietnam n'était pas achevée. D'où le choix prosoviétique de Hanoï et son adhésion au COMECON. Mais dans l'affaire cambodgienne, loin d'être les hochets manipulés par les Soviétiques, les Vietnamiens poursuivaient leurs propres buts et une politique qu'ils avaient engagée avant même d'y rallier Moscou.

Le régime de Pol Pot était meurtrier et installait quelque chose qui, sous couleur de « socialisme », se rapprochait plutôt de l'esclavage. Il n'a pas tenu devant l'offensive vietnamienne. Etre internationaliste, ce n'est pas nécessairement être respectueux du droit international. Si l'intervention vietnamienne avait servi l'autodétermination du peuple khmer, nous l'aurions bien accueillie. Mais il s'agit de tout autre chose. Aujourd'hui Pham Van Dong revient de Phnom Penh où il a signé un accord entérinant la domination vietnamienne avec son miroir, Sanrim, sous la protection de la bagatelle de vingt divisions vietnamiennes. Si Pol Pot ne peut mobiliser un peuple que son régime a décapité, il reste que les khmers considèrent le nouveau régime comme un produit étranger.

LES principes de l'internationalisme exigent le retrait immédiat des troupes chinoises hors du Vietnam et aussi celui des troupes vietnamiennes hors du Cambodge. Au-delà, après les interventions soviétiques en Hongrie, en Tchécoslovaquie et les incidents violents sino-soviétiques, la guerre du Cambodge et l'intervention chinoise consacrent la faillite d'un système qui tourne le dos aux principes de l'internationalisme dont il se réclame. Ce système c'est celui des Partis dirigeants monolithiques ne supportant aucune contradiction ni à l'intérieur, ni à l'extérieur qui s'identifient complètement aux nations, Etats et Empires du passé précapitaliste, capitaliste et impérialiste.

C'est hélas ce moment que le P.C.F. a choisi pour souligner l'existence d'un « bilan globalement positif » des pays dits socialistes même s'il ne reconnaît aucun modèle. C'est aussi le moment qu'il a choisi pour affirmer sans complexe une politique nationaliste. Le manifeste de Marx dit tout simplement : « dans les différentes luttes nationales des prolétaires, les communistes mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. »

La France est le seul pays de la C.E.E. qui exige 5 % de voix pour être élu au Parlement européen et être remboursé des frais de la campagne électorale.

Bien que le P.S.U. ait dit que l'élection européenne était un enjeu tant de politique intérieure que de politique extérieure, il n'en avait pas tiré toutes les conséquences dans l'analyse de la situation ainsi créée. Personne d'autre ne l'a fait, et pour cause ! En particulier pour ce qui concerne l'analyse politique de la loi électorale du 7 juillet 77 qui organise la procédure en France pour l'élection du 10 juin.

Le lien entre cette loi et les objectifs politiques du pouvoir — de l'Elysée — ne se découvre que bien tardivement tant il est vrai qu'elle satisfait toute une coalition d'intérêts.

En effet, il est désormais clair que les conditions financières draconiennes imposées à ceux qui, hors des quatre grands partis, souhaiteraient pouvoir se présenter à l'élection ont une signification de politique intérieure particulièrement éclairante.

DEJA, CHINAUD...

Déjà R. Chinaud, président du groupe U.D.F. à l'Assemblée avait pourtant « vendu la mèche » : en juin 78, n'avait-il pas annoncé le dépôt d'une proposition de loi pour modifier le mode de scrutin en suggérant d'élever à... 10 % le seuil nécessaire à franchir pour avoir et des élus et un remboursement des frais de campagne ! Ceci pour « éviter une multiplicité des listes qui nuira à la fois à la clarté du débat électoral et à une représentation synthétique des familles politiques françaises ». Pas moins.

Commissionnaire de Giscard, Chinaud exprimait la vo-

lonté du président de limiter à tout prix — très élevé comme on voit — le jeu politique à la « bande des 4 » (R.P.R., U.D.F., P.S., P.C.).

C'est d'abord la famille U.D.F. qu'il faut aider — pousser — à s'homogénéiser pour qu'elle présente d'elle-même une image « unie ». Son premier congrès national, tenu ce week-end, ne servait à rien d'autre (quitte à envoyer Barre, Ponia et Simone Veil en voyage au même moment...). Le but est de constituer une liste unique U.D.F. dont l'image européenne giscardienne et... sociale (pourquoi riez-vous ?) devrait lui assurer un bon score. Ce résultat de l'U.D.F. serait considéré comme tel et non décomposé entre les différents membres de la famille.

Et ce qui montre bien que les préoccupations de politique intérieure l'ont emporté, c'est que le parti républicain et le parti radical appartiennent à l'Internationale libérale, tandis que le C.D.S. est membre de l'Internationale démo-chrétienne (le parti populaire européen). Normalement les représentants de chaque Internationale aurait dû partir sous leur propre bannière...

C'est ainsi que la loi électorale a comme objectif central de favoriser les chances d'expansion de l'U.D.F., le « parti » de Giscard et des multinationales.

AU DETRIMENT DU R.P.R.

Cette expansion devrait se faire au détriment du R.P.R. dont l'image de marque « européenne » est naturellement moins « brillante » et qui, de

surcroît, apparaît écartelé entre un courant pro-européen mené par Olivier Guichard et Chaban-Delmas et un courant ultranationaliste avec Debré ; Chirac essaie de « joindre les deux bouts », mais au prix de la cohérence et même de la cohésion de l'organisation. Le R.P.R. risque donc de devenir minoritaire par rapport à l'U.D.F. à l'occasion de cette élection. Ainsi, le rééquilibrage de la majorité tel qu'il est voulu par Giscard sera atteint. C'est un deuxième objectif politique de cette loi électorale.

Le troisième n'est pas moindre. Comme l'U.D.F., le P.S. attend de cette élection qu'elle renforce son influence au détriment de celle du P.C. En outre, le P.S. escompte mordre sur sa droite une proportion d'électeurs rebutés par l'alliance avec le P.C. La tendance social-démocrate en serait encouragée et renforcée (sans oublier l'aide « objective » que lui apporte la direction du P.C. dans cette orientation !).

D'image européenne « crédible », car partenaire privilégié d'une S.P.D. florissante, le P.S. espère donc bénéficier tout autant que l'U.D.F. de cette loi électorale qui oblige à voter utile.

P.C. : LE PARTI DES MECONTENTIS

En fonction de cette situation, le P.C. est obligé de se démarquer le plus nettement possible en cherchant à regrouper les victimes de la politique européenne sur des thèmes anti-européens, mais à tonalité très nationaliste :

(à suivre en page 2)

Le P.S.U. propose une pétition

La France est le seul pays de la C.E.E. qui, à l'occasion des élections au Parlement européen, établit avec la loi du 7 juillet 1977, un seuil de 5 % des votants comme condition à la fois pour être élu et pour être remboursé des frais d'inscription et de propagande électorale légale.

Ce système aboutit à étouffer l'expression et la représentation des minorités sociopolitiques. Je demande la modification de cette loi et la prise en charge par l'Etat des frais légaux de campagne (qui s'élèveront au minimum à trois millions de francs), pour les listes soutenues par les signatures de 50000 électeurs et électrices.

NOM

Adresse

Signature :

Retournez cette pétition au P.S.U., 9, rue Borromée, Paris, 75015.

L'article de Victor Fay paru dans le n° 812 de « T.S. » sous le titre « Propos d'un absent » nous a valu un abondant courrier. Nous en reproduisons aujourd'hui l'essentiel. Nous avons soumis à Victor Fay l'ensemble de ces lettres et publions comme il est d'usage sa réponse.

NE TIREZ PAS TROP SUR LA FICELLE

[...] Si nous pensons qu'il faut maintenant mettre l'accent sur « les différences », sur le projet alternatif au stalinisme et au réformisme, c'est que la quête persévérante d'une caution de la gauche officielle n'a mené à rien (pour ne pas dire plus, quant à « l'inopportunité » de la signature du texte avec le P.C.). Qu'on me prouve le contraire. A regarder de plus près la pratique de nos élus, le parti se serait aperçu qu'il n'y a d'accords politiques avec le P.C. ou le P.S., que tactiques, ceux-ci sanctionnant (à un instant donné, face à la droite), les convergences qui émergent de l'affirmation d'une pratique permanente de la différence (anti-clientélisme, anti-gestionnisme, etc.).

Pour V. Fay, les prises de positions concernant « les institutions » sont, « ou trop tôt, ou trop tard ». Trop tard sur l'Europe et le Marché commun, certes, mais à qui la faute ? Qui n'a pas lancé le débat suffisamment tôt ? Trop tôt pour la candidature aux présidentielles que nous avons proposée et qui a été adoptée à la quasi-unanimité. Position tactique et monnaie d'échange pour certains (la politique marchand-de-tapis) cette candidature est pour nous essentielle. Elle doit être le point d'appui institutionnel de la lutte pour la construction d'une gauche différente, celle que nous inscrivons dans nos textes de congrès mais que nous oublions trop souvent. Il n'est pas trop de deux ans de propagande sur nos thèmes pour regrouper, autogestionnaires, écologistes, nationalistes, femmes, pour récupérer le terrain que nous a fait perdre le louvoiement de la politique politicienne.

Si, avec V. Fay, je me réjouis de l'inexistence du courant pro-rocardien, je ne peux néanmoins accepter la terminologie qu'il emploie « ... plus aisée que prévu de contenir et d'isoler au congrès le courant... ». En effet, je regrette que personne n'ait pensé maintenir leur texte et le soumettre au vote. Cela aurait mis en évidence leur inexistence politique ailleurs qu'à la direction nationale, où ils ont développé et développeront encore l'art d'essayer de prendre des trains qui restent à quai, d'abord la signature du Programme commun, maintenant le courant social-démocrate...

Camarade V. Fay, je n'accepte pas le mépris avec lequel tu traites « les isolationnistes », la moitié du

parti (à quelques mandats près) parce qu'ils ne se sont pas constitués en tendance organisée avec une lettre alphabétique. Nous ne l'avions pas estimé nécessaire, parce que ce congrès devait être une remise à l'heure « des politiciens » par rapport aux militants du parti et à leur pratique ; c'est ce qu'il a largement été finalement. Mais camarades, ne tirez pas trop sur la ficelle, il y va de la vie du parti ; ne vous méprenez pas, nous ne sommes ni « isolationnistes » ; ni « basistes » et une tendance à vocation majoritaire, cela peut se construire si cela devient nécessaire.

Ch. GOLDSTEIN,
secrétaire de la section
P.S.U. - campus d'Orsay
(Essonne) ■

Le camarade Goldstein n'accepte pas le mépris avec lequel V. Fay traiterait, selon lui, les « isolationnistes » ce qui n'est nullement prouvé. Mais que dire de la façon dont il traite lui-même le « courant pro-rocardien » dont il sous-estime d'ailleurs l'influence réelle à la base du parti. Quant au « politiciens » qui peuplent la majorité du parti, ils apprécieront la façon dont on les oppose aux « militants ».

L. G. ■

JE SUIS CONTENT POUR LUI

Je ne polémiquerai pas sur les initiatives que la stratégie d'unité populaire devrait nous permettre. Je demande seulement si on ne se fait pas quelques illusions. Victor Fay se fait plaisir en parlant « de comités de défense de l'emploi, larges et représentatifs ». Je suis content pour lui. Et il ne lésine pas sur les moyens : militants (on ne comprend pas tellement à ce moment s'ils seront parisiens), journal, convocations, tracts, représentants ouvriers. Quelle embarcadere... pour retomber dans la réalité... d'un parti divisé avec d'un côté les « bons » qui sont dans la vérité, et de l'autre des courants et sensibilités dangeroisolationnistogauchistolibertaires. [...]

J'estime que dans un parti il y a un jeu politique qui s'opère ; les minoritaires font « évoluer » aussi le parti, cherchent à faire valoir leurs thèses avec l'objectif de devenir majoritaires. Pourquoi les majoritaires passés minoritaires ne suivraient pas les mêmes règles pour reprendre la majorité ?

Ça me gêne d'autant plus que la majorité actuelle compte bien sur les minoritaires. Fay le dit à la fin de son article. « Au P.S.U. avec toutes ses forces de participer à la recherche d'unité d'action... ». Pourquoi donc des minoritaires devus majoritaires ne devraient-ils pas compter eux aussi sur tout le monde ?

[...] Ah ! un truc que j'aurais oublié quand Fay parle et regrette que des militants P.S.U. insistent plutôt sur leurs différences que sur

leurs convergences avec les partis de gauche traditionnels ; je trouve ça plutôt positif au contraire ; c'est une manière de s'assumer car les différences du P.S.U. avec tous les autres blocs politiques (gauche, extrême gauche) en font justement sa réalité et son originalité.

BOYER ■

P.S. : Je n'appartiens pas à la majorité, encore moins à la tendance « C » et pas encore à la sensibilité apparue (réapparue) à Saint-Etienne.

VICTOR FAY M'A FAIT REAGIR

L'article de Victor Fay m'a fait réagir. Au moment où je lisais son article, le secrétaire de la fédération banque-C.F.D.T. d'Angers me disait que la grève des banques avait eu comme mot d'ordre mobilisateur les 35 heures. « En effet l'amélioration des transports en commun, le temps pour vivre, un travail pour tous. On avait relié ces objectifs au slogan des 35 heures... » « Dans ma boîte, 70 % des travailleurs ont débrayé. »

Pour le reste, je suis d'accord avec Victor Fay ; il faut être attentif aux aspirations des travailleurs, à leurs objectifs à court terme en fonction des rapports de force.

Quant à la lutte avec les autres partis et forces de gauche, il faut éviter deux dangers : s'isoler ou être à la remorque de la gauche traditionnelle.

D'une part, nous devons construire le courant autogestionnaire et critique grâce à Maintenant et aux luttes autogestionnaires. D'autre part, il nous faut lutter et débattre avec les autres partis et forces de gauche contre l'adversaire commun.

Michel ROBICHON
Angers ■

OUI ET NON

L'analyse du congrès par le camarade Fay (« T.S. » n° 812) me semble un peu rapide en ce qui concerne le « courant Ker » qualifié d'« isolationniste » et quasiment d'« anti-unitaire ».

Méfiant à l'égard des accords programmatiques, des « accords durables de portée stratégique » avec le P.C. ou le P.S., oui. Mais contre l'unité d'action, non. La section de Sens a soutenu majoritairement le courant qualifié d'« isolationniste » mais se bat obstinément depuis novembre pour la création d'un comité unitaire local pour la défense de l'emploi. Alors ?

André PONCHEL, Sens ■

IL EST TEMPS DE REAGIR

Le « point de vue » de V. Fay dans le dernier « T.S. » m'ayant conduit à un certain nombre de réflexions, je vous

en fait part et souhaite en voir la publication.

V. Fay comme d'autres tenants « unitaires » semble ne tenir aucun compte de l'échec de mars 78. C'est proprement impensable. Peut-on croire que la gauche conserve intacte sa crédibilité chez les travailleurs ? Peut-on croire que trompés pour la énième fois les travailleurs vont derechef choisir les mêmes et se faire encore rouler ? (...)

[...] Aussi V. Fay nous propose-t-il un catalogue de revendications immédiates sur lesquelles tout le monde peut être d'accord. En somme, les mesures que prendrait un gouvernement de gauche pour accompagner la restructuration capitaliste voulue par la finance internationale.

Car les mesures qu'il propose font supporter la douleur mais n'en suppriment pas les causes. Pour cela il faut un changement total de politique (économie, social, international, etc.). Or un tel changement la gauche est incapable de le proposer et on voudrait que l'on continue à sucer sa roue pour lui souffler les bonnes solutions. Chimères...

Le projet politique du PSU peut représenter une alternative globale à la politique actuelle. Faut-il pour qu'il soit reconnu comme tel par les travailleurs la médiation des partis traditionnels ? La crédibilité du P.S.U. ne peut-elle se mesurer que par rapport à notre « reconnaissance » par le P.C. et le P.S. ?

Nous représentons jusque il y a deux ans le courant critique de la gauche, et cet état de chose n'était pas dû à notre accent « unitaire » mais à nos combats sur les terrains où la gauche est absente précisément.

Après avoir cultivé le champ politique avec le succès que l'on connaît et l'audience que cela nous vaut, il serait peut-être temps de redonner aux militants le goût de se battre pour un projet politique en ayant la volonté d'apparaître sous notre bannière avec nos propres propositions.

Le rassemblement autogestionnaire ne saurait être simplement le signataire d'une « plate-forme revendicative pouvant déboucher sur l'accession au pouvoir » (ce qui est bien improbable car la revendication en fait ne conteste pas le pouvoir auquel elle s'adresse mais le reconstruit).

Ce qu'il faut de toute urgence c'est consacrer nos forces à l'explication de la politique globale du pouvoir et avancer un programme autogestionnaire et révolutionnaire pour la lutte politique. Si les partis traditionnels s'y retrouvent, tant mieux. S'ils ne s'y retrouvent pas, tant pis ! (...)

[...] Dans l'optique d'un travail autonome il est aussi néfaste de considérer les partis de gauche comme des alliés envers et contre tout, que comme des adversaires inexpiables. Avec la première alternative nous accréditions l'idée qu'en dernière analyse la solution c'est la

gauche au pouvoir, et c'est pour nous un risque de suicide politique de parler sur un tel avenir, car outre les trahisons du réformisme que nous assumerions, nous nous coupons en fait de ceux qui ne se reconnaissent pas dans les partis de gauche et dont l'existence fonde la nôtre.

Avec la deuxième alternative nous nous coupons des

travailleurs que les partis traditionnels influencent et c'est aussi un risque de suicide politique puisque marginalisés. Il nous faut donc éviter ces deux écueils. Actuellement nous n'arrivons pas à nous dégager du premier. Il est temps de réagir.

J. FROUIN,
L'Hay-les-Roses ■

REPONSE D'UN ABSENT

J'ai le profond respect de la « liberté de celui qui pense autrement » (Rosa Luxemburg), dans la société, dans le mouvement ouvrier et dans le courant autogestionnaire, notamment au P.S.U. Je suis partisan résolu du pluralisme et de la liberté d'expression. C'est pourquoi je me félicite des réactions qu'a suscitées mon article. Se trompe cependant le camarade qui y a décelé du mépris. Respecter l'opinion d'autrui n'empêche pas de la critiquer, si on la croit erronée. Cela fait aussi partie de la liberté d'opinion !

Ceci étant dit, passons à l'essentiel. Vouloir réduire l'unité d'action à des accords circonstanciels, ponctuels et tactiques, c'est récuser la stratégie du P.S.U., celle de l'unité populaire, dont l'unité d'action est l'expression actuelle. Notre parti œuvre depuis des années en faveur d'accords stratégiques — à l'exclusion d'un accord programmatique — entre les différentes composantes du mouvement ouvrier, sur la base d'une plate-forme revendicative, permettant de les réunir, malgré leurs divergences. C'est grâce à de tels accords qu'il a pu s'implanter dans un certain nombre de municipalités de gauche.

En proposant de limiter l'unité d'action à des accords tactiques, on renonce à la stratégie d'unité populaire. Qu'on le veuille ou non, qu'on le dise ou qu'on le taise, on isole le P.S.U. Traiter les partisans de l'abandon de cette stratégie d'isolationnistes ne fait qu'explicitement ce qui est implicite. Et il ne suffit pas d'être favorable à l'unité d'action à la base, en vue d'objectifs limités, pour ne pas être isolationniste !

S'il est juste de mettre l'accent sur notre « différence », il serait néfaste d'oublier que cette différence doit s'exprimer au sein du mouvement ouvrier global, que nous sommes à la fois différents, en tant qu'autogestionnaires, et semblables, en tant que travailleurs, et que cette double qualité constitue la raison d'être de notre parti.

Un document récent du P.S.U., intitulé « agir pour une gauche différente », demande que « s'affirme dans la gauche et que SE DEVELOPPE DANS LE MOUVEMENT OUVRIER UNE GAUCHE DIFFERENTE, UNITAIRE ET AUTOGESTIONNAIRE ». Faut-il maintenir cette stratégie, malgré la défaite de mars 1978 ? Tout le problème est là. La tendance qui prône le « splendide isolement » est le fruit amer du désenchantement de ceux qui ont trop compté sur la victoire électorale de la gauche et de la revanche de ceux qui se sont tus, n'osant pas aller contre le courant.

Le P.S.U., s'il ne veut pas se marginaliser, ne peut pas céder à une telle tentation. Tout en affirmant sa spécificité, tout en dénonçant les faiblesses de l'alliance au sommet, il doit proposer à chaque occasion — et elles se multiplient — l'unité d'action à la fois à la base et au sommet, politique et syndicale, bien plus difficile à rompre par les dirigeants des partis traditionnels.

Certains de mes correspondants sont plus sensibles aux querelles des appareils qu'à l'unité d'action qui se noue sur le terrain ; elle est pourtant déterminante. C'est pourquoi je me félicite de l'envoi en Lorraine de plusieurs responsables nationaux qui ont participé, avec les responsables régionaux et des représentants allemands, belges et luxembourgeois, à la puissante action des sidérurgistes contre le démantèlement de leur outil de travail.

Grâce entre autres à cette démarche unitaire, dépassant les frontières nationales, pourra être engagée la lutte commune pour la réduction progressive de la semaine de travail à 35 heures, dans les pays du Marché Commun. En attendant, l'interdiction des heures supplémentaires constitue l'objectif immédiat, comme l'introduction de la cinquième équipe de travail à feu continu, l'avancement de l'âge de la retraite, la création d'emplois, etc.

Quant au deuxième tour des élections cantonales, la formule « assurer la défaite des candidats de la bourgeoisie », très proche de celle du P.C.F., « tout faire pour battre la droite », me paraît insuffisamment précise. On peut toujours récuser un candidat de gauche en le disant candidat de la droite ou de la bourgeoisie. Il me paraît préférable de se désister en faveur d'un candidat de gauche ayant réuni le plus de voix au premier tour.

Ne serait-il pas, en outre, possible de proposer aux partis de gauche, DANS LES POINTS CHAUDS de la lutte des classes, de reconduire le conseiller général sortant, sur la base d'une plate-forme revendicative locale, à condition qu'il participe activement à la défense de l'emploi. Ce n'est qu'une suggestion, mais tout ce qui divise les travailleurs en lutte doit être écarté.

Je me suis efforcé de répondre avec précaution et sérénité aux objections de certains camarades. Si je suis parvenu à les faire réfléchir sur le danger d'isolement du P.S.U., mon but sera en partie atteint.

Victor FAY ■

Parlement européen : non à la discrimination électorale

● Suite de la page 1

c'est plus contre l'Europe allemande que contre l'Europe du grand capital que le P.C. brûle ses cartouches. Il est le seul des « 4 grands » à ne pas s'affilier à une mini-internationale à l'échelle des 9 et à s'en vanter ! Il espère ainsi, à sa manière, être le parti des mécontents, recueillant ainsi un nombre de voix qui lui permette de « tenir » face à la poussée du P.S.

De ce point de vue, la loi électorale le favorise car, outre la proportionnelle, elle lui

permet d'éviter la présence d'autres forces sur sa « gauche » qui pourrait diminuer son pourcentage national global.

Enfin, l'opposition des frères ennemis U.D.F. - R.P.R. d'un côté, P.S. et P.C. de l'autre, va se faire au profit de l'U.D.F. et du P.S., les partis « européistes », et aboutira ainsi à créer de fait à la fois les conditions de l'isolement de leur ancien partenaire respectifs et les conditions d'un rapprochement entre eux.

Ainsi, le rêve de Giscard serait sur le point de se réali-

ser. On voit la nature de l'opération de politique intérieure que cherche à favoriser la loi électorale.

UNE BATAILLE POUR LE 3^e COURANT

Dans la mesure où l'on estime que tout doit être tenté en fait pour empêcher le pire, c'est-à-dire un rapprochement durable U.D.F.-P.S., il est clair que cette loi électorale doit être combattue par tous les moyens possibles

par le courant autogestionnaire. A partir du moment où nous sommes convaincus que seul le 3^e courant de la gauche peut débloquent la situation issue de la défaite de mars 78, il est évident que tout doit être fait pour qu'il puisse s'exprimer à tous les niveaux de la vie politique institutionnelle. Seul, face à la dialectique mortelle pour l'unité qu'oppose le P.C. et le P.S. — et ce que la loi électorale tend à exacerber — le courant autogestionnaire peut apporter l'espoir d'une unité nouvelle de mou-

vement ouvrier. A condition qu'il puisse s'exprimer à tous les moments forts de la vie politique.

De ce point de vue, la bataille contre cette loi électorale inique est donc une bataille pour l'expression du courant autogestionnaire mais aussi pour l'unité des travailleurs. C'est en ce sens que nous devons faire en sorte que la pétition proposée par le P.S.U. ait un succès à la hauteur de l'enjeu politique.

Bernard RAVENEL. ■

Sidérurgie : le défi à Giscard et Barre

Quand le 23 février, les négociateurs syndicaux et Giraud, ministre de l'Industrie se trouveront face à face pour "discuter" du plan acier, (en fait, du plan de liquidation d'une partie de la sidérurgie française par le gouvernement), ils auront les uns comme les autres la journée du 16 février en mémoire.

Ce 16 février comptera dans l'histoire ouvrière, en particulier celle de la sidérurgie, comme la journée de mobilisation la plus importante jamais connue. Il y a eu la Lorraine avec ses barrages routiers mobilisant des populations entières. Il y a eu les dizaines de milliers de manifestants à Valenciennes. Il y a eu les violents affrontements de Sedan. Il y a eu les charges de C.R.S. contre des ouvriers de la Solmer près de Fos-sur-Mer. Il y a eu surtout des pourcentages de grévistes atteignant 100 % dans la quasi-totalité des usines lorraines et du Nord, et voisinant les 70 à 80 % dans presque toutes les autres usines françaises.

Le passage de 155 000 à 107 000 emplois dans la sidérurgie en quatre ans ne laisse plus beaucoup de travailleurs indifférents. L'objectif poursuivi par tous n'est pas la négociation d'une compensation sociale à des milliers de licenciements. L'objectif essentiel demeure la suspension des mesures de licenciements et de fermetures d'usines annoncées en décembre dernier.

Ce 16 février, nous étions à Longwy. Dans cette ville où les actions des sidérurgistes ont pris une allure, un air de mai 68 ; l'imagination s'est intimement mêlée aux actions de masse. Toutes les précautions avaient été prises pour que la mobilisation soit efficace : pas de manifestation centrale mais une multitude de blocages de routes et des frontières.

Des précautions furent prises aussi pour que les magasins qui ne voulaient pas fermer ce jour-là le fassent. Ainsi toutes les grandes surfaces (Rond-Point, Vauban, Prisma) retrouvèrent devant leurs portes des poids lourds détournés de leur route initiale, des caddies, des remorques, dissuadant les directeurs de profiter de la grève des petits commerçants pour vendre un peu plus. Ce résultat d'une « opération coup de poing » menée par les militants C.F.D.T. dans la nuit de jeudi à vendredi signifiait que toute la population de Longwy se sent solidaire des futurs licenciés.

Le meeting du P.S.U.

Ce même jour, à Longwy, le P.S.U. tenait un meeting. Si beaucoup de militants syndicaux en étaient absents, car les actions se prolongèrent jusqu'à minuit, cent personnes y assistèrent néanmoins. René Schulbaum dénonça le plan Davignon, comme un plan de licenciement à l'échelle européenne. Un militant belge de « Pour le Socialisme » expliqua la nécessité d'un combat international des sidérurgistes, en particulier dans le cadre de la C.E.C.A. Puis Huguette Bouchardeau développa les réponses du P.S.U. Rappelant les propos des travailleurs rencontrés l'après-midi même sur les barrages,

qui rejetaient l'idée de devenir des « retraits » prématurés, des chômeurs perpétuels, elle formulait l'idée qu'on ne saurait se contenter d'un plan social. La sidérurgie doit et peut vivre, assurer du travail pour tous grâce à une réduction massive et immédiate du temps de travail, grâce à un partage du travail entre tous et toutes.

Mais il ne s'agit pas de travailler pour fire n'importe quoi, pour consommer encore plus d'acier, pour encore plus de bagnoles comme le préconisent chacun à leur manière le P.C.F. ou l'U.D.R. Mais il ne s'agit pas de partager le travail, entre des salariés très qualifiés, dans des créneaux industriels compétitifs et spécialisés, bien intégrés à la division internationale du travail, et une masse d'hommes et de femmes (surtout) condamnés au chômage, à la misère,

EN TOUTE SOLIDARITE

La virilité va-t-elle nous sauver du chômage ? C'est ce que semblent penser les six unions locales régionales C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.G.C., F.E.N., C.F.T.C. de Lorraine qui, à l'occasion de la journée nationale des sidérurgistes du 16 février, déclarent : « Les actions seront diversifiées et viriles » (1). Viriles... Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire la leçon aux syndicalistes lorrains (surtout en ce moment), mais de signaler qu'il y a peut-être des adjectifs à éviter à une époque où la menace du chômage pèse au moins autant sur les travailleurs que sur les travailleuses et où de nombreuses luttes, diversifiées et offensives sont aussi le fait des femmes. Faut-il rappeler les grèves, les occupations d'usines sur plusieurs mois dans le textile et ailleurs menées par des travailleuses ? Faut-il rappeler les actions de femmes de sidérurgistes comme en Ardennes où une cinquantaine d'épouses de travailleurs menacés de licenciement ont occupé les forges de Blagny ? Et faut-il rappeler enfin que c'est toute la population du bassin lorrain qui est menacée par la liquidation de la sidérurgie ?

Alors, que vient donc faire la virilité dans le combat commun pour la défense de l'emploi ? Pour être offensifs et efficaces, faut-il être viril(e)s ? De nouvelles formes de lutte menées par les hommes et par les femmes ont démontré que sans pour autant être « viriles », elles n'en sont pas moins efficaces : grève de rendement, grève bouchon, grève du zèle, etc. Il est des adjectifs qui prêtent par trop à confusion, à l'exclusion... En toute solidarité.

Secteur Femmes du P.S.U. ■

à l'assistance sociale, comme le laissent entendre dans des langages différents les giscardiens et certaines fractions du P.S. Non, ajoutait Huguette Bouchardeau, il s'agit de penser politiquement la technologie et l'économie. Il faut renverser et inverser la logique capitaliste : produire ce dont nous avons besoin et non ce que le profit exiè.

Une autre politique est possible

Le P.S.U. propose de mener cette réflexion en priorité avec ceux qui sont concernés. Voilà pourquoi il ne saurait se satisfaire d'une diversification bâclée, de la mono-industrie automobile succédant à la

mono-industrie sidérurgique par le biais de l'installation grassement subventionnée par nos impôts de Ford en Lorraine. Les maîtres de forges ont pendant des années fait ce chantage : « **Donnez-nous des subventions pour maintenir l'emploi ou nous licencierons** », pour finalement mener une politique d'investissements incontrôlés et incohérente. Les sidérurgistes ne veulent pas en payer le prix. Ils ont, en Lorraine, décidé de bloquer le paiement de leurs impôts. Ce geste n'est pas que symbolique : il signifie déjà qu'une autre politique est possible, que nos ressources, le produit de notre travail peut servir à autre chose, que l'action directe peut contraindre le pouvoir à reculer et surtout que les travailleurs peuvent décider de leur destin.

Jean-Yves SPARFEL ■

16 février dans le Nord Pas-de-Calais. Mobilisation exceptionnelle

Organisée dans l'unité la plus large, la journée de grève interprofessionnelle du 16 février a été massivement suivie dans le Nord-Pas-de-Calais. La mobilisation a atteint une ampleur exceptionnelle, sans précédent peut-être. Le nombre de grévistes a approché le million, et environ 500 000 personnes ont manifesté dans les rues. A Valenciennes, le cortège intersyndical a rassemblé 80 000 personnes, ce qui ne s'est jamais vu ici. Les défilés étaient de deux à cinq fois plus importants que d'habitude. Il faut remonter à mai 1968 pour retrouver une mobilisation de cette importance : 15 000 manifestants à Lille, 12 000 à Dunkerque, 2 000 à Saint-Omer, etc.

Fait exceptionnel aussi dans cette région, des actions directes type blocage des routes ont été engagées souvent à l'initiative de la C.F.D.T. avec l'appui de la population.

A Roubaix-Tourcoing la manifestation devait déboucher sur l'occupation du « Centre Mercure » qui représente dans le Nord-Pas-de-Calais l'équivalent des abattoirs de la Villette à Paris. Construit à grands frais pour être occupé par des bureaux et fournir des emplois « tertiaires », cet immeuble est au trois quart vide ; seul un syndicat patronal y a installé son siège.

Un important dispositif policier avait été mis en place aux abords de l'ensemble. Alors que le cortège s'avancait calmement, sans la moindre provocation, les C.R.S. ont

délibérément créé l'incident en lançant des grenades lacrymogènes à tir tendu, dans la foule. Trois blessés, dont un gravement atteint ont été relevés. Le pouvoir cherche de toute évidence à provoquer des incidents violents ; il faudra en tenir compte.

Le P.S.U. a été présent dans les cortèges, notamment à Lille, Roubaix, Tourcoing où nos élus participèrent à la manifestation. En revanche, le P.S. s'était surtout manifesté à Valenciennes par la présence de Pierre Mauroy, ce qui correspond à un choix politique. En montant en épingle leur appui aux travailleurs de la sidérurgie, les socialistes essayent de faire oublier leurs carences passées, notamment à l'égard des travailleurs (et surtout des travailleuses) du textile qu'ils n'ont guère soutenus face aux vagues de licenciements.

Le P.S.U., pour sa part, tout en condamnant les démarches illusoire de Mauroy à l'Elysée, va engager une campagne pour la réduction du temps de travail pour tous.

La journée du 16 février a constitué une étape importante dans la lutte contre les conséquences de la politique économique du pouvoir. Mais beaucoup de travailleurs et de chômeurs ne veulent pas en rester là ! Le pouvoir aurait tort de croire que des manœuvres dilatoires suffisent à apaiser la colère ouvrière.

Correspondance ■

SUR LE TERRAIN

Le collectif de la convergence planche sur le Nucléaire

Le collectif de la convergence pour l'autogestion s'est réuni samedi 17 février. Il a poursuivi entre autre l'étude de l'organisation du colloque sur le nucléaire prévu le 12-13 mai : il ne s'agit pas de rabâcher ce que tout le monde connaît (danger, centralisation, etc.) mais d'apporter des éléments nouveaux au débat et d'approfondir propositionnellement les sujets suivants : impact économique du nucléaire (coût, ressources, emploi) ; énergies alternatives ; le nucléaire et le tiers

monde ; la force de frappe. Ainsi, on pourra déterminer une stratégie antinucléaire, d'où la nécessité d'apports de réflexions des convergences de base, groupes écologiques, sections, P.S.U., etc.

Le bulletin n° 4 (prévu pour début mars) s'enrichira des rapports des commissions de Poitiers, d'une analyse sur les centres d'initiatives locaux, d'une approche du « comment créer les moyens de la convergence », d'un dossier Ecologie-Econo-

mie-Europe de la convergence alsacienne, des contributions de Toulouse, Grenoble...

La précarité des finances de la convergence incite à renouveler la demande de multiplier les abonnements au bulletin (50 F annuel).

Le débat sur le temps de travail prévu pour le début octobre est à l'ordre du jour de la prochaine réunion du collectif, samedi 17 mars au 46, rue de Vaugirard, Paris 6^e, contributions propositions sont vivement souhaitées. ■

taine d'identité, les gendarmes écœurés et gelés ont rangé leur carnet et leur stylo et sont partis prudemment entre les étalages des maraîchers, faisant pas mal de déçus ! Le journaliste du **Dauphiné Libéré** (!) a vu son papier mis à la corbeille par son chef d'agence : pas de publicité à ces âneries !

Mais déjà, certains parlent de rééditer cette opération « **Nous sommes tous des chasseurs à lapins** », en plus grand encore, un de ces samedi. Il sera ainsi bien difficile au ministre de la Défense d'en rester, sans perdre la face, à la seule inculpation de Jean Bérard. Et un procès collectif don-

nera l'occasion inespérée d'une formidable tribune pour tous ceux qui approuvent la revendication des droits démocratiques dans les casernes.

Un front de lutte antimilitariste s'organise autour de la convergence autogestionnaire et du P.S.U., réunissant pour la première fois des objecteurs de toutes sensibilités, des renvoyeurs de livrets militaires de toutes motivations et des militants plus engagés aux côtés des comités de soldats.

Bien décidé à pratiquer une désobéissance civile concrète en mettant les rieurs de son côté à chaque fois que cela est possible. ■

Nord Pas-de-Calais : Le P.S.U. aux côtés des handicapés

La section du P.S.U. de Villeneuve d'Ascq prend position aux côtés des handicapés physiques contre la suppression de 90 % de leurs ressources.

Un décret du 31 décembre 1977 prévoit en effet cette suppression pour toute personne handicapée physique adulte prise en charge dans les établissements de rééducation fonctionnelle ou dans les C.A.T. (Centre d'Aide par le Travail).

L'allocation adulte handicapée (A.A.H.) est de 1 000 F par mois. Si l'établissement où se trouve l'handicapé prélève, au titre de frais d'hébergement et d'entretien, 90 % de ce revenu, il ne reste que 100 F par mois à l'handicapé pour subvenir à ses frais personnels : habillement, études, vacances, loisirs, santé.

Les étudiants du Foyer Scolaire et Universitaire de Villeneuve d'Ascq (37, avenue du Bois) et les membres de la section P.S.U. dénoncent cette situation inacceptable et le caractère mensonger de la propagande gouvernementale sur la question.

Les handicapés revendiquent des droits, pas l'aumône. C'est pourquoi, avec le P.S.U., ils

1) demandent dans l'immédiat l'abrogation du décret et le versement intégral de leurs ressources (A.A.H. + bourses) ;

2) proposent des mesures allant dans le sens d'une réelle insertion sociale des handicapés :

— des garanties légales effectives pour l'embauche de tous les handicapés,

— la conception, avec les intéressés, de petites structures d'habitations intégrées dans la ville, la mise sur pied au niveau municipal d'un service collectif d'aide aux handicapés ;

3) la prise en compte systématique des handicapés dans la conception des villes, bâtiments publics, lieux culturels, transports, etc. ■

chambéry : Opération 'chasse à lapins'

A la suite de l'inculpation de Jean Bérard, militant P.S.U. et conseiller municipal à Chambéry, un large courant de solidarité s'organise spontanément sur la ville. Afin de tourner en dérision les réquisitions du ministre de la Défense (incitation de militaires à la désobéissance, diffamation envers un chef de corps, et diffusion de publications sans mention de l'imprimeur !) une cinquantaine de personnes s'étaient donné rendez-vous au marché de la ville samedi 10 février à 11 h.

Toutes avaient en main (et distribuaient) le tract du comité de soldats du 13^e B.C.A., objet du délit selon M. Bourges, **Le chasseur à lapins**, n° 5. La gendarmerie, la police, la presse, le parquet et la préfecture étaient à la même heure prévenus par les diffusions que des publications antimilitaristes étaient distribuées sur le marché. Gros em-

barras chez ces messieurs (d'après les échos de la ville). Finalement, à 11 h 40, deux gendarmes arrivent sans conviction relever l'identité des contrevenants. « Il y a une demi-heure qu'on vous attend ! Pousser pas derrière ! Merde, j'ai pas mes papiers ! Qu'est-ce que c'est que cet attroupement ? Ah ! c'est pour les comités de soldats : Françoise, prends le gosse, j'y vais aussi ! » De nombreux passants se joignent aux diffuseurs, leur carte d'identité à la main : des hommes et des femmes, des jeunes et des vieux, des objecteurs de conscience et des démobilisés, toute la faune antimilitariste était à la fête. Les militants du P.C.F. regardaient de loin, l'air vaguement inquiet et ceux du P.S., à part deux anciens du P.S.U., qui avaient participé à la préparation de l'opération, étaient plutôt absents !

Las, après avoir relevé chacun une ving-

CALENDRIER POLITIQUE

SYROS

LA FRANCE
ANTISEMITE
de Darquier de Pellepoix

JEAN LALOUM



Le livre de M. Laloum vient confirmer le jugement de l'historien américain Robert O. Paxton quand il écrit : « La responsabilité de Vichy dans les déportations inhumaines de 1942-1944 est probablement plus lourde que ne le donnent à penser les documents allemands. » On demeure stupéfait devant l'immensité du crime et la nullité des hommes à qui il a été permis de le commettre.

Jacques DROZ
Université de Paris-I-Sorbonne

Port : 5,00 F l'exemplaire

213 pages
45 francs

AFIN QUE « T.S. » PUISSE VIVRE

Afin que les décisions du congrès de Saint-Etienne puissent être mises en application dans les meilleures conditions, nous demandons aux responsables et trésoriers de section de bien vouloir remplir le bulletin ci-dessous et de le renvoyer à : Tribune Socialiste, service Abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

« T.S. HEBDO » BULLETIN DE COMMANDE

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre d'adhérents à la section :
Nombre de T.S. par semaine :
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
de F : pour 18 semaines, ou de F :
pour 36 semaines
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.
Exemple de calcul pour une section de 10 adhérents.
Nombre de « T.S. » par semaine : 10 à 2 F = 20 F
— pour 18 semaines = 20 F x 18 = 360 F
— pour 36 semaines = 20 F x 36 = 720 F.

TRIBUNE SOCIALISTE « MENSUEL »

Nous comptons pour cette nouvelle formule sur un effort particulier de tous les camarades du parti pour une importante vente militante.

Afin d'éviter tout gaspillage et faire preuve du maximum d'efficacité, il importe que les responsables ou trésoriers de sections retournent avant le 3 mars 1979 le bulletin ci-dessous à Tribune Socialiste, service Abonnements, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

« T.S. » MENSUEL BULLETIN DE COMMANDE N° DE MARS

Nom : Prénom :
Section :
Adresse :
Ville : Code postal :
Nombre de « T.S. Mensuel » demandé :
Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)
à l'ordre de Tribune socialiste ou C.C.P. 5826-65 Paris.
(1) Cocher la case correspondante.

Si, sur tout ce qui précède des informations complémentaires vous sont nécessaires, reportez-vous à T.S. n° 814, p. 4 (« Afin que T.S. puisse vivre »).

AIDER LE MENSUEL SANS QUE CELA VOUS COUTE !

Tribune Socialiste mensuel sera un périodique du parti, plus ouvert vers l'extérieur. Plus ouvert que l'ancienne formule grâce à son dossier mensuel de 10 pages. Enfin plus ouvert que l'hebdo réservé aux militants.

Ce mensuel, vous pourrez nous aider à l'introduire dans des milieux qui, bien entendu, ne « l'attendent pas », mais pourront, du moins, le recevoir avec un certain intérêt. Vous connaissez des sections, des fédés, d'autres partis de gauche (P.C., P.S., L.C.R., M.R.G...). Vous connaissez des lieux de lecture qui bénéficient d'un budget abonnement (mairies, bibliothèques, M.J.C...). Enfin, vous connaissez ou vous militez dans un syndicat ou un comité d'entreprise qui ne demande pas mieux que de s'informer utilement.

Alors vite ! Prenez une feuille de papier. Ecrivez-y toutes ces adresses, avec si possible, le nom du responsable financier ou du trésorier. Envoyez-la à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Nous, nous leur enverrons une proposition d'abonnement mensuel à 45 F. Alors merci pour eux !

La Trésorerie de T.S. ■

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

DEMOCRATIE LOCALE

● Vendredi 23 février (Saint-Denis) : la section locale du P.S.U. organise une soirée-débat sur la démocratie locale. Un film, **Elus et populations : le partage du pouvoir**, un débat avec Michel Louis, conseiller national de la fédération des élus auto-gestionnaires. A 20 h 30, à la mairie de Saint-Denis, salle de la Résistance.

UN COLLECTIF A VILLIERS

● Samedi 24 février (Villiers-le-Bel) : la section de Villiers-le-Bel et de Domont propose la constitution d'un collectif sur la contraception et l'avortement afin d'examiner les insuffisances des lois et d'élaborer une plate-forme revendicative à court et moyen terme permettant de déboucher sur des actions unitaires concrètes sur le plan local en priorité. Première réunion pour la constitution de ce collectif à 14 h au Centre social, 32 bis, avenue du 8-Mai-1945, Villiers-le-Bel.

3° ANNIVERSAIRE

● Mercredi 28 février (Montpellier) : à l'occasion du 3° anniversaire de la proclamation de la République arabe saharoui démocratique, la fédération P.S.U. de l'Hérault organise un meeting avec la projection de **Sahara, un peuple en lutte** et la participation d'un représentant des amis du Front Polisario. A 20 h 30, salle des Arceaux.

UNE SEMAINE D'INFORMATION

● Mercredi 28 février (Montpellier) : semaine d'information émigration - sous-développement. Débat sur l'« Equilibre méditerranéen et élargissement du marché commun », avec la participation de MM. Bartoli, Boisson, Farine, Huillet, Sutra, Tiano et un représentant du P.C.E. et du P.S.U. A 21 heures, au Pavillon populaire.

LA PAROLE AUX STAGIAIRES BARRE

● Mercredi 28 février (Paris 2°) : des stagiaires « Barre » qui n'ont pas envie de rester isolés et pensent qu'il faut se grouper pour lutter ensemble, se réuniront pour vous expliquer tout ça devant la Direction du travail et de la main-d'œuvre, au 2 bis, rue de la Jussienne (Métro : Halles) à 15 h. Pour tout contact : 331-18-18.

OFFRE D'EMPLOI

Le P.S.U. recrute pour son secrétariat ou une secré-dactylo pour un 3/4 de temps (6 h), à partir du 1^{er} mars 1979.

S'adresser au secrétariat, P.S.U., 9 rue Borromée, 75015 Paris, tél. : 566-45-37.

CINE, EN FACE DE LA PISCINE

● Jeudi 1^{er} mars (Amiens) : toujours Ciné-Luttes, le fameux ciné-club qui vous fait découvrir tous les films qu'on ne voit pas dans les grandes salles, cette fois **Le Bois de Bouleaux**, d'Andrej Wajda, réalisateur de l'Homme de marbre. A 18 h 30 et 20 h 30, salle Louis Dewailly, en face de la piscine P. de Coubertin.

JOURNEE FEMMES

● Samedi 3 mars (Paris 15°) : Journée nationale Femmes. Cela commencera à 10 h précises et il n'y aura qu'une journée. Vous demandez vos billets de congrès et éventuellement d'hébergement au secrétariat, 9, rue Borromée, 75015 Paris. A l'ordre du jour : « Campagne avortement - contraception ; Le droit à l'emploi des femmes dans la campagne pour l'emploi ; Organisation du secteur pour la multiplication des week-ends régionaux ». ATTENTION : il n'y aura pas de convocation supplémentaire, alors faites circuler l'information.

LE SECTEUR AGRICOLE ET L'EUROPE

● Samedi 3 mars (Paris 15°) : réunion du secteur agricole. La présence des membres de la D.P. et des groupes locaux agricoles est vivement souhaitée. Au menu : La préparation du matériel agricole de la campagne Europe ; La mise en place du comité de rédaction de **Germinal**. Pour de plus amples informations, voir **Germinal**, Spécial Europe, n° 15, de février 1979. Demandez vos billets de congrès et éventuellement d'hébergement au secrétariat national, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

FRONT OU CONVERGENCE ?

● Dimanche 4 mars (Chamiers) : Assemblée générale du Front autogestionnaire. Au programme : rapport sur la rencontre nationale du Front autogestionnaire à Poitiers en novembre, rapport des commissions, discussion sur la transformation du Front en convergence autogestionnaire ; rôle dans la période actuelle ; organisation locale, renouvellement du collectif. Le dimanche, de 14 h à 17 h, à la mairie (dans le bourg, côté droit de la 89 en allant vers Périgueux).

SEMAINE PAYSANNE

● Du 6 au 8 mars (Paris 5°) : pour la cinquième année consécutive, les élèves de l'Institut national agronomique organisent la « semaine paysanne ». La semaine paysanne veut, par ses débats ouverts à tous, permettre aux agriculteurs de s'exprimer et aux citadins d'avoir une vision différente de l'agriculture et de ses problèmes. Le mardi 6, « le Foncier concurrence entre agriculteurs, concurrence entre ruraux et citadins ». Le mercredi 7,

« Les services publics sont-ils accessibles à tous ? ». Jeudi 8, « Les agricultures paysannes face à la technocratie ». Les débats auront lieu à la salle 321, bâtiment 7, niveau 3 du Palais Sud, de 14 h à 18 h. Pour tout renseignement : Cercle des élèves de l'I.N.A.P.G., T. Ruf, F. Boutes, 16, rue Claude-Bernard, 75005 Paris.

DU CINE ET UN DEBAT

● Jeudi 8 mars (Saint-Egrève) : la C.S.F., les A.P.E. vous invitent à la projection du film **Alertez les bébés**, et au débat qui suivra. A 20 h 30, à la M.J.C. Prédieu de Sainte-Egrève (Isère).

TOUTE LA JOURNEE POUR LES TRANSPORTS

● Samedi 10 mars (Paris 15°) : réunion du secteur « Transports » du P.S.U. A partir de 9 h 30, toute la journée, au 9, rue Borromée, Paris 15° (Métro : Volontaires).

AUTOROUTES OU AUTRES ROUTES ?

● Le G.A.E.R. 04 (Groupe d'action et d'étude régional des Alpes de Haute-Provence) a rassemblé une documentation tant en ce qui concerne l'autoroute du Val de Durance qu'en ce qui concerne les autoroutes en général, sous le titre **Autoroute ou autres routes, il faut choisir**. Vous pouvez le commander (10 F) en écrivant au G.A.E.R., 3, rue Font-Neuve, 04190, Les Mées, à la même adresse vous pouvez demander à un membre du G.A.E.R. de participer à une réunion d'information. Tél. (92) 32-04-16.

SUR LE TERRAIN

Louviers : Gardarem lou Larzac

A Louviers, comme chez Lip tout se fait avec passion. Les « Larzac » mobilisent la France, la municipalité de Louviers ne pouvait pas ne pas marquer sa solidarité à ceux qui expriment le droit à vivre sa vie, au pays, loin des uniformes et des répressions de toutes sortes. Déjà, pour participer à l'arrivée des marcheurs du Larzac à Paris, un car avait été affrété par la mairie pour ceux qui voulaient s'y rendre. Une forte délégation de Loveiens et quelques-uns de leurs élus sont donc allés respirer l'air pur des lacrymogènes des grands boulevards.

Et puis, est venue la décision d'acheter une part de G.F.A. A l'unanimité du conseil municipal l'achat d'une part a été voté. Pour permettre à nos enfants d'aller en vacances au Larzac, c'est ce qui fut expliqué au préfet. Les journaux locaux ont tiré à la une sur cette affaire. Une belle opération. C'est le préfet qui n'a pas apprécié. Selon lui il n'y a aucun intérêt pour la commune à acheter une part du G.F.A. Il a donc refusé d'approuver la délibération des élus.

A Louviers, l'imagination reste encore au pouvoir. L'idée est donc de prouver l'intérêt de la commune pour cette acquisition, l'intérêt financier étant le plus évident à démontrer. D'où le projet en cours. Les militants du comité d'action de gauche collecteront dans la population une somme supérieure au coût d'acquisition d'une part de G.F.A. et en feront don à la commune sous réserve que celle-ci achète une part. Le conseil dans sa prochaine séance se prononcera et constatera que la commune a intérêt à accepter le don avec la condition posée. Que fera le Préfet ? L'histoire est à suivre.

L'idée peut être reprise par tous les militants et il n'est pas besoin de contrôler le conseil municipal pour faire la proposition.

Pierre THURET. ■

CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE

La deuxième série des activités 78/79 du centre commence le 27 février. Deux cycles de formation sur l'économie politique marxiste sont organisés :

● Premier cycle : initiation à l'économie politique marxiste, par V. Fay, les mardis 27 février, 6, 13, 20 et 27 mars au CREFA, 78 A rue de Sèvres, Paris 6°, de 19 à 21 heures.

● Deuxième cycle : théorie marxiste des crises économiques, par S.-C. Kolm et J. Coulavres, les vendredis 2, 9, 16 et 23 mars, même lieu, mêmes heures.

Inscrivez-vous le plus rapidement possible au C.P.F.S., 9 rue Borromée, 75015 Paris. Inscriptions : pour un cycle : 40 francs, pour les deux : 70 francs. C.C.P. C.P.F.S., 153 07 39 C Paris.

tribune socialiste HEBDO

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg

Rédaction en chef : René Lanarche, José Sanchez

Secrétariat-Documents : Marie-Françoise Chailleux

Maquette et collaboration technique : Max Pagis

Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37

Directrice de la publication : Geneviève Petiot

Édité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris

Numéro de la commission paritaire : 37 392

Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05

Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois

et 3 F en timbres poste.